

gue pouvait se comparer à la facilité à apprendre la musique. Il a déclaré qu'environ 20 p. 100 de la population pouvait être formée à la musique et que seulement un quart de cette proportion deviendraient de bons musiciens. Il estimait qu'indépendamment du temps consacré à l'étude d'une langue, le bilinguisme était tout simplement irréalisable, que tout ce qui en résulterait serait la dégradation des deux langues.

Ce professeur de langues estimait qu'il faudrait mettre beaucoup plus en relief l'aide à accorder pour que les gens maîtrisent davantage une seule langue. Ceux qui possèdent des aptitudes spéciales pourraient être formés pour assumer certains postes de la fonction publique, comme au ministère des Affaires extérieures, au ministère du Commerce, et aux autres ministères qui exigent un personnel bilingue, jusqu'au moment où tous les Canadiens pourraient s'exprimer en anglais. J'ai trouvé cette proposition assez intéressante, car d'après bien des gens, il est plus facile d'apprendre l'anglais que le français. Rassemblez un certain nombre d'enfants francophones et anglophones et laissez-les ensemble pendant un certain temps. Vous constaterez ensuite, non pas que les jeunes anglophones apprendront le français, mais que ceux de langue française apprendront l'anglais. Apparemment, l'anglais est une langue plus facile, qui s'apprend plus naturellement.

● (3.40 p.m.)

Je voudrais maintenant parler d'éléments géographiques et démographiques. Aux États-Unis, 210 millions de personnes sont anglophones. Au Canada, 19 millions de gens sont anglophones ou bilingues; les autres 2 millions ne parlent pas anglais. Considérons l'effet de cet état de choses sur le francophone de la province de Québec. Sous ce rapport, je voudrais me reporter à un article publié en février 1969 dans une revue canadienne. Il est intitulé: «The high cost of speaking French.» Il s'agit évidemment des Canadiens francophones et, immédiatement sous le titre, on dit ceci:

Le Livre I du rapport complet de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme renferme l'étude suivante, qui établit le rapport entre l'origine ethnique et la position socioéconomique au Canada. Les journaux anglais n'en ont pas tenu compte, mais la revue *MacLean* a publié le sommaire suivant en octobre 1968.

L'auteur de cet article a aussi cité des données du Bureau fédéral de la statistique. J'aimerais vous donner lecture de quelques-unes et les consigner au compte rendu, car elles sont révélatrices. Je ne puis comprendre

[M. Southam.]

pourquoi elles n'avaient rien appris à MM. Dunton et Laurendeau qui dirigeaient la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Cette commission parle de crise au Canada. Il serait plus juste qu'elle parle de crise au Québec. Les chiffres indiquent qu'au Québec il y a 14 groupes ethniques différents. Il est intéressant de noter que les Canadiens français ne viennent qu'au troisième rang au bas de la liste en ce qui concerne les revenus, les Italiens et les Indiens du Canada étant les deux seuls autres groupes à revenus moins élevés. Voilà une situation très grave. Si l'article dont je vais donner lecture se révèle monotone, je m'en excuse auprès des députés, mais je suis forcé d'en faire état:

Les traitements des Canadiens-français—non agriculteurs du sexe masculin—ne représentent que 80 p. 100 de ceux que touchent les Canadiens d'origine britannique, dans l'ensemble du Canada.

Dans la province de Québec, les traitements des Canadiens-français ne représentent que 65 p. 100 de ceux des Anglo-Canadiens du Québec.

Et en ce qui concerne les occupations, les Canadiens-français se situent au bas de l'échelle, immédiatement au-dessus des Italiens, tant au Québec que dans le reste du pays.

Nous croyons que les Canadiens-français se rendent compte des différences de revenu (et de niveau de vie) et d'occupation qui les distinguent des Canadiens d'origine britannique.

Nous croyons aussi que cette division du revenu selon des données ethniques exerce une influence profonde sur la façon d'envisager actuellement l'avenir du Canada.

C'est en ces termes que trois économistes soulignent les rapports entre le fameux débat sur la constitution et les problèmes quotidiens.

Pourquoi les Canadiens français sont-ils plus pauvres? Est-ce une question d'éducation, d'inégalité régionale, de discrimination? Les réponses auront des répercussions profondes sur les attitudes politiques et sociales des collectivités en cause.

Au Canada, le facteur auquel on accorde le plus de poids lorsqu'il s'agit d'expliquer la répartition inégale du revenu est la disparité régionale. Les gens sont plus pauvres en Abitibi et à Terre-Neuve qu'à Montréal et Toronto.

Cela n'explique pas cependant les différences de traitement entre des groupes ethniques qui vivent côte à côte dans une même région économique.

Outre les facteurs régionaux, le caractère ethnique demeure très important. Les Canadiens d'origine britannique jouissent de revenus supérieurs de 10 p. 100 à la moyenne dans chacune des autres provinces sauf le Québec où l'écart à leur avantage s'établit à 40 p. 100.

Dans le Québec, si l'on énumère les groupes ethniques selon l'ordre descendant de leurs gains, on obtient la liste qui figure sur cette page et qui révèle que les Canadiens français, les Italiens et les Indiens sont les seuls groupes dont les gains soient inférieurs à la moyenne provinciale.

Ces données statistiques s'appliquent uniquement à la population active. Si l'on tient compte des éléments démographiques dans chaque groupe (les femmes, les personnes âgées, les enfants qui ne travaillent pas) dans le calcul du revenu par tête de chaque groupe ethnique, on constatera que les Canadiens français sont encore plus pauvres.